

RWANDA

Justice, Droits de l'homme...

(RWA_1) AFP – 6/10

La Cour suprême du Rwanda a reporté au 18 octobre sa décision sur le recours en inconstitutionnalité de la loi sur l'idéologie du génocide, déposé par l'opposante Victoire Ingabire jugée depuis septembre 2011 à Kigali sur le fondement de cette loi.

"Le groupe des juges n'étant pas au complet, la décision de la Cour sera annoncée le 18 octobre", a déclaré vendredi la vice-présidente de la Cour suprême, Sylvie Zainabu Kaitesi, expliquant que l'un des neuf juges de la commission chargée de se prononcer sur ce recours se trouvait à l'étranger.

Le tribunal qui juge Mme Ingabire, contre laquelle la prison à perpétuité a été requise fin avril, a déjà reporté son propre verdict à deux reprises. Son verdict est désormais prévu le 19 octobre pour permettre à la Cour suprême de se prononcer sur le recours de Mme Ingabire qui conteste la constitutionnalité de la loi sur l'idéologie du génocide.

(RWA_2) Reuters – 8/10

Amnesty International on Monday accused Rwandan military intelligence services of engaging in torture, unlawful detention and enforced disappearances of civilians.

The human rights group said in a report members of a Rwandan military intelligence department, known as J2, had tortured civilians with electric shocks, beatings and sensory deprivation to force confessions. J2 also held civilians in military detention without charge or trial for months on end, Amnesty said.

Rwanda's Ministry of Justice said on Sunday that while some illegal detentions had taken place, these abuses were handled by the courts. "These occurred as a result of over-exuberance on the part of individuals within the security services and were dealt with through the courts which immediately put in place corrective measures," the statement said.

Rwanda did not directly address the allegations of torture detailed in Amnesty's report, but the ministry said reports of torture are "investigated through established channels and are treated with the utmost seriousness".

Between March 2010 and June 2012, Amnesty said it documented 45 cases of unlawful detention and 18 allegations of torture or ill-treatment at a military camp and in safe houses in Kigali. Many men interviewed by Amnesty said they were rounded up after grenade attacks in Kigali in March 2010 and in the run-up to the presidential elections in August 2010, a poll which the incumbent president Paul Kagame won with 93 percent of the vote. Many of those detained were later charged with threatening national security.

Read the whole report under :

<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR47/004/2012/en>

Relations extérieures

(RWA_3) AFP – 9/10

Le Rwanda a fait état de "progrès réguliers" à l'issue d'un nouveau sommet régional destiné à mettre fin aux combats dans l'est de la RDC, sans mentionner toutefois de percée sur la question de l'éventuel déploiement d'une force internationale.

"Le sommet (tenu à Kampala) a conclu en soulignant les progrès réguliers accomplis, la coopération entre Etats membres et l'engagement renouvelé à rechercher une paix durable fondée sur des solutions apportées par la région des Grands Lacs elle-même aux problèmes qui la concernent", a indiqué la présidence rwandaise, dans un communiqué posté sur son site internet.

Aucun communiqué officiel commun n'avait encore été publié mardi matin, à l'issue d'un sommet, tenu jusque tard lundi soir, réunissant plusieurs chefs d'Etat membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL, qui réunit onze pays).

Dans son propre communiqué, le Rwanda évoque à peine la question-clé du déploiement d'une "force internationale neutre", un projet énoncé en juillet dernier par la CIRGL dans le but d'éradiquer les milices présentes dans l'est de la RDC. "Le président (ougandais Yoweri) Museveni, hôte de ce sommet, a été chargé de poursuivre le dialogue avec les belligérants et d'assurer un soutien de tous les Etats membres à la mise en place d'une force neutre", indique le texte.

(RWA_4) Radio Okapi – 10/10

Le Rwanda a affirmé, au cours de la 86ème session du conseil permanent de la Francophonie tenue mercredi 10 octobre à Kinshasa qu'il ne soutient aucune rébellion dans l'Est de la RDC et qu'il a multiplié de nombreuses initiatives pour aider à ramener la paix dans cette partie du pays et dans la région de grands lacs. La RDC a tout de suite rejeté la véracité de ces propos affirmant que le pays de Paul Kagame soutient bel et bien le Mouvement du 23 mars (M23) qui a déclenché une rébellion au Nord-Kivu depuis le mois de mai dernier.

Au cours du conseil permanent de la Francophonie organisé avant l'ouverture de la réunion des chefs d'Etats et de gouvernement, les participants de près d'une trentaine de pays devaient commenter le rapport du secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), comme il en est de coutume pour cette structure.

Le sujet a été évoqué en commentant le rapport du secrétaire général de l'OIF, Abdou Diouf. La RDC et le Rwanda ont une fois de plus réveillé cette polémique sur la rébellion du M23 alors que le programme n'avait pas officiellement prévu une discussion sur ce sujet.

La RDC dit se baser sur « l'existence de nombreuses preuves » que la RDC soutient le M23. Des rapports de l'ONU et des ONG nationales et internationales ont condamné le Rwanda de soutenir (militairement) la Rébellion du M23. Des accusations que le Rwanda a toujours rejetées. La représentante de la RDC au conseil permanent de la Francophonie, Isabelle Tshombe, a appelé le Rwanda à arrêter de nier l'évidence et à cesser tout son soutien aux forces négatives. Elle a demandé au Rwanda de s'engager sur la voie du règlement de cette situation.